

25 mars 2017 AFPEAH
Alain MORVAN

Mesdames et Messieurs, chers Collègues, chers Amis,

Actuellement absent d'Île-de-France, j'ai demandé à Mme Tatiana DUMAS de bien vouloir donner lecture du texte que voici ; je la remercie très vivement de me permettre ainsi de participer à distance aux travaux du colloque organisé par l'AFPEAH, en soutien à un véritable enseignement, fondé sur de véritables savoirs

Certains d'entre vous ont peut-être remarqué que je m'étais peu manifesté ces derniers temps. Il s'agit là d'un choix de ma part, et en aucune façon d'un phénomène de lassitude, ni d'une désaffection pour la cause qui nous rassemble. Si j'ai décidé d'observer une séquence de mutisme provisoire (dont on a pu constater l'effet sur mon compte Twitter), c'est pour ne pas ajouter, en cette période électorale propice aux effusions les plus diverses (et parfois les plus inattendues), à une cacophonie qui risque de brouiller jusqu'aux messages les plus sérieux.

Le tumulte qui règne actuellement dans notre pays est tel, en effet, que l'on peut craindre que plus personne ne soit audible. Fort heureusement, le colloque d'aujourd'hui envoie un signal fortement positif à tous ceux qui sont attachés à la préservation d'un enseignement de qualité. Je n'ose dire « à sa restauration », car ce terme ne manquerait pas de m'être reproché par une certaine police de l'expression, très active sur les réseaux sociaux.

Je souhaite en conséquence profiter de l'occasion qui m'est ainsi offerte pour réaffirmer avec vigueur mon hostilité à la politique conduite par la ministre sortante (et, soyons-en sûrs, bientôt sortie). Mais j'exprime d'une manière concomitante le souhait que notre militantisme ne nous prive pas du discernement nécessaire, dans une conjoncture où il est facile de se faire piéger. Je souhaite par mon propos n'offenser personne, en particulier celles et ceux dont l'engagement politique va de pair avec leur adhésion aux valeurs de l'enseignement public, et à qui je rends hommage. Mais soyons lucides : **ne nous laissons pas instrumentaliser** par tel ou tel appareil électoral dont l'argumentaire éducatif est avant tout affaire d'opportunisme. Je ne suis sans doute pas le seul à avoir vu se glisser dans nos rangs un certain nombre de personnages ressemblant fort à des **infiltrés**. Pour eux, il s'agit de profiter de la vague de mécontentement qui devient de plus en plus majoritaire au sein de la communauté éducative pour banaliser ou populariser des slogans ou des croyances extrémistes et

qui n'ont rien à voir avec notre combat. La prudence s'impose donc vis-à-vis de ce parasitage où nous aurions tout à perdre.

Et puisque j'en suis à formuler des appels à la prudence, en voici un autre. Il a trait à l'échéance présidentielle toute proche, en même temps qu'à l'échéance des élections législatives qui suivra presque aussitôt. Je n'ai, bien entendu, aucun conseil de vote à donner – ce serait aller à l'encontre de l'exigence de neutralité républicaine à laquelle les défenseurs du service public que nous sommes se doivent d'être attachés. Du moins me permettra-t-elle une mise en garde. **Méfions-nous de notre propre naïveté.**

J'en vois beaucoup, parmi les porte-parole de tel ou tel candidat (ou candidate) qui flattent les meurtrissures profondes et légitimes des enseignants ou des parents d'élèves, mais dont l'expérience de la dernière décennie nous apprend qu'il n'y a rien à attendre d'eux. **J'ai, pour ma part, de la peine à faire confiance à des élus qui n'ont pas bronché pendant que l'on affaiblissait l'école élémentaire et que l'on démolissait le collège.** Notre ministre s'est récemment exhibée, dans un collège des Pyrénées-Atlantiques, en train de jouer au *quidditch* en prolongement d'un EPI consacré à . . . la sorcellerie. Allons donc jusqu'au bout de cette carnavalade, et infligeons aux affidés et aux soutiens de Mme Vallaud-Belkacem le coup de balai (de sorcière !) qui s'impose. Faisons payer le prix de la trahison à ces décideurs qui, non contents d'avoir exterminé jusqu'aux bases de nos humanités classiques, minoré l'enseignement de la langue française et radicalement marginalisé celui de la langue allemande (entre autres), ont le cynisme de valoriser en leur lieu et place un type de distraction certes avouable, mais bien éloigné de la culture qu'il revient à notre École de promouvoir. On voudrait nous pousser à glisser dans l'urne un bulletin « Harry Potter » qu'on ne s'y prendrait pas autrement.

De même, je n'accorde guère de crédit à d'autres prétendus experts, qui, depuis leurs gentilhommières, nous font « miroiter » la dévolution de l'enseignement professionnel à des féodalités régionales, et pour qui la panacée à nos problèmes serait d'imposer aux élèves le port de l'uniforme. Peut-être faut-il voir dans ce projet ringard autant qu'irréaliste le reflet de quelque obsession vestimentaire ? Chacun sait en tout cas les dégâts qu'une conception purement formelle et extérieure de l'autorité a déjà infligés à notre système éducatif. **L'autorité, concept que certains cercles radicalisés ressassent comme un mantra, repose sur la légitimité. Et la légitimité repose sur un minimum d'exigence morale.** Je vois bien que depuis une semaine ou deux de doctes penseurs nous expliquent que la politique n'a rien à voir avec la morale. Mais ce n'est qu'une façon

particulièrement cynique de dissimuler une totale carence en matière éthique.

Le 24 septembre, dans cette même ville du Kremlin-Bicêtre, dont je remercie et félicite chaleureusement la municipalité pour son soutien indéfectible à un juste combat éducatif, j'avais eu l'occasion de détailler certains des principes qui me sont chers en matière de politique des langues. Mes positions à cet égard (comme les combats que j'ai conduits dans ce domaine lorsque j'étais en académie) sont connus, et je n'y reviendrai pas, sinon pour répéter une énième fois qu'il y aura urgence, sitôt l'équipe actuelle renvoyée à ses chères études, à **reconstituer les excellents dispositifs** qui avaient tant fait, ces dernières années, pour la diversité linguistique et pour la valorisation du succès et de l'effort. Classes **bilangues** et sections **européennes, il nous tarde de vous voir renaître**, même si nous savons que la reconstruction de ce qu'une équipe d'écervelés a éradiqué prendra de longues années ! **De même qu'il faudra redonner toute leur place aux langues anciennes, à l'histoire, au français.** Ce message d'encouragement et d'espoir, je l'adresse aux professeurs des autres disciplines, littéraires et scientifiques, et aux professeurs des écoles aujourd'hui présents. Rien n'est jamais acquis, mais rien n'est jamais non plus détruit. Le ministère a voulu faire d'une certaine conception de la pédagogie une **religion d'État** : face à la médiocre vulgate sur laquelle elle se fonde, réaffirmons que nous sommes des esprits libres, appelés à former des esprits libres ! Et si nous avons quelque chose à suggérer aux politiques qui voudraient bien nous entendre plutôt que nous utiliser, suggérons-leur d'instituer, au lendemain d'une alternance indispensable, une commission nationale chargée de faire un bilan de l'action des ministres successifs de ces cinq dernières années, et tout particulièrement de celle de Mme Vallaud-Belkacem. **Exigeons un bilan !** Notre pays ne manque pas de personnalités incontestables dans le domaine intellectuel (je pense à des prix Nobel, à des médaillés Fields) qui pourraient animer ce nécessaire travail d'évaluation.

Et pour finir, qu'il me soit permis de lancer un nouvel appel à la prudence. Une nouvelle équipe se mettra en place dans les semaines qui viennent. Elle nous promettra assurément (en tout cas nous l'espérons) de revenir sur les dérives éducatives du quinquennat qui s'achève, et en particulier sur la si néfaste réforme du collège. Ne nous laissons pas trop bercer par la vieille chanson des promesses de changement. Soyons vigilants. Quelle que soit la façon dont chacun d'entre nous aura voté, quelle que soit notre sympathie pour tel ou tel, ne perdons pas ces précieuses qualités que sont la

circonspection, la lucidité, voire la méfiance. Soyons prêts à agir contre de nouvelles dérives, même si elles prétendent réparer les énormités du ministère précédent. Ne nous laissons pas abuser par **de nouveaux slogans tout aussi mirobolants – comme celui d'autonomie des établissements**, dont nous savons bien à quels intérêts, notamment économiques, il répond. Il n'y a pas de service public sans pilotage centralisé. Mais, ajouterai-je, le pilotage centralisé, pour être efficace, doit éviter les constructions hypertrophiées comme celles qu'a entraînées la récente réforme territoriale, avec ces « régions académiques » dont chacun peut voir à quel point elles sont coûteuses en crédits de fonctionnement et incompatibles avec une gestion proche des réalités du terrain.

Pour ma part, comme je l'ai fait depuis le 29 avril 2015 (date de mon entrée en campagne contre le nouveau collège, qui avait pris la forme d'une longue lettre au cabinet de la ministre, restée d'ailleurs sans réponse), je resterai mobilisé, et toujours aussi rétif aux faux-semblants, aux reniements, à la trahison des clercs. Tant que j'en aurai la force, je resterai au côté des professeurs, des parents et des élèves.